
Cahier 1

Chapitre 3

Reprise de l'emploi et chômage

Olivier Marchand, Geneviève Canceill, Alain Gubian

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)

Ministère de l'emploi et de la solidarité

*L*es années 1997-2000 se caractérisent en France par une très nette reprise de l'activité économique et donc par une sensible amélioration de la situation de l'emploi, qui rappellent par certains traits les évolutions observées dix ans auparavant (1987-1990). Un bilan rapide de l'emploi et du chômage des trois dernières années montre les effets sensibles de cette reprise économique sur l'emploi et le chômage. Mais cette amélioration globale a-t-elle profité de façon privilégiée aux catégories les plus en difficulté sur le marché du travail ? Ou, au contraire, les inégalités se sont-elles accrues dans ce domaine ?

1. De très nombreuses créations d'emplois

De juin 1997 à juin 2000, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels a augmenté de plus de 7 %, ce qui correspond à un volume de créations nettes d'emplois dépassant un million, soit nettement plus que ce qui avait été enregistré à la fin des années 1980, dans un contexte pourtant de plus forte croissance.

Dans le même temps, le chômage a sensiblement reculé (- 720 000 chômeurs au sens du BIT* en 3 ans), et là aussi de façon plus marquée qu'il y a dix ans. La question de la « qualité » de cette reprise de l'emploi est traitée ici sous deux angles : d'une part, celui de la nature des emplois créés, en particulier ce qui concerne l'évolution des contrats à durée limitée ou les caractéristiques des emplois à temps partiel ; d'autre part, celui des bénéficiaires de la décrue du chômage.

Qu'appelle-t-on « emplois précaires » ? Il s'agit de formes particulières d'emploi dont la principale caractéristique commune est d'avoir une durée limitée dans le temps, de par la forme juridique du contrat de travail correspondant. Ce sont essentiellement des contrats à durée déterminée, des missions de travail temporaire, des stages et contrats aidés, en particulier les contrats d'apprentissage.

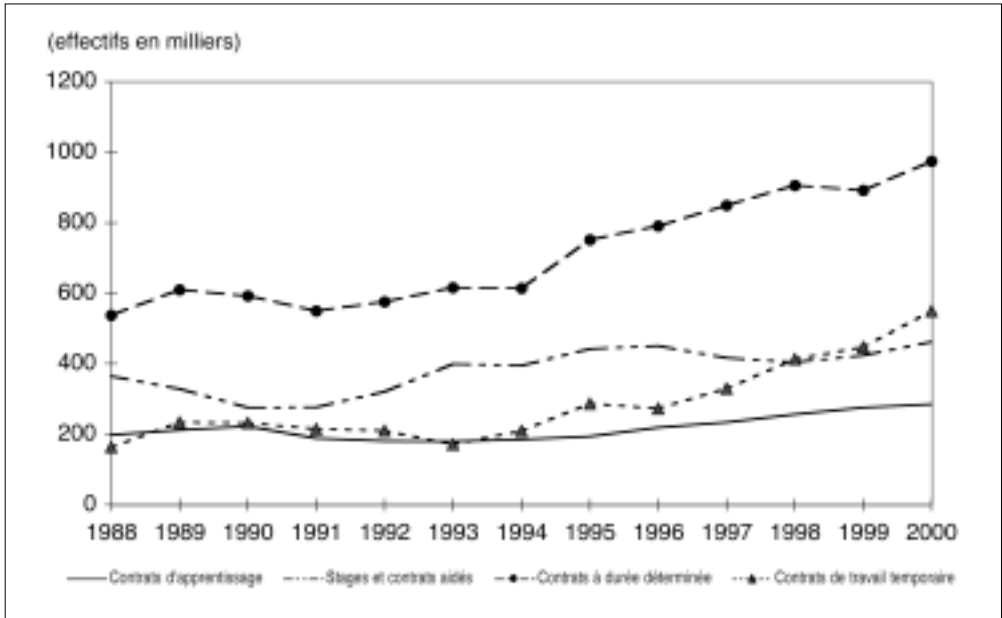
Selon l'enquête Emploi de l'INSEE, on comptait, en mars 2000, 2,3 millions de salariés travaillant sous ces formes d'emploi, parmi lesquels 975 000 en contrat à durée déterminée (CDD) hors Etat et Collectivités locales, 550 000 en mission d'intérim, 285 000 en contrat d'apprentissage et 462 000 en contrat aidé ou stage rémunéré (ce dernier effectif étant sans doute sous-estimé dans l'enquête). Globalement ces effectifs ont quasiment doublé depuis mars 1988 avec des rythmes différents selon les types d'emploi (graphique 1) : l'apprentissage s'est développé assez régulièrement depuis 1994 ; le volume des stages et contrats aidés a évolué en fonction de la politique de l'emploi, c'est-à-dire de façon plutôt contracyclique, même si on peut noter une augmentation en fin de période sans doute liée aux emplois-jeunes.

* Les chômeurs au sens du Bureau International du Travail sont les personnes sans emploi, à la recherche effective d'un emploi et immédiatement disponibles. Les données sont établies une fois par an, à partir des réponses à l'enquête Emploi de l'INSEE et sont estimées à l'aide d'un modèle économique pour les mois intermédiaires.

Graphique 1

Evolution des différentes formes particulières d'emploi

(en mars de chaque année, sauf les années de recensement 1990 et 1999)



Source : INSEE, enquêtes Emploi

L'évolution des contrats d'intérim et des CDD est, elle, liée aux fluctuations de l'activité économique, nettement positive lors des périodes de reprise, beaucoup plus lente dans les phases de ralentissement. On enregistre ainsi de mars 1996 à mars 1998 115 000 salariés supplémentaires en CDD et 140 000 en mission d'intérim. Le point 1999, correspondant au mois de janvier et non de mars, est d'interprétation difficile. Il convient donc d'analyser la période de 2 années allant de mars 1998 à mars 2000, au cours de laquelle le nombre de titulaires de CDD augmente d'environ 70 000 et celui des intérimaires de 135 000. Dans le même temps, les effectifs des autres salariés (contrats à durée indéterminée (CDI) du privé et emplois publics) ont d'abord augmenté d'environ 100 000 (1996-1998) puis de près de 670 000 (1998-2000).

Ce début de la reprise a donc été marqué par des créations d'emplois à durée le plus souvent limitée, comme lors des précédentes reprises. Par contre, et à la différence de 1994-1995, il y a eu consolidation de ces emplois et donc amélioration de la « qualité moyenne » de l'emploi. En effet, le nombre d'emplois « précaires » continue à progresser mais plus lentement, et surtout leur part dans l'emploi salarié total se réduit. Ainsi la tendance au développement des formes particulières d'emploi

semble aujourd'hui marquer le pas sous l'effet de la reprise durable de l'activité économique et de l'emploi.

S'agissant du travail à temps partiel, son développement particulièrement net de 1992 à 1997 semble stoppé depuis, avec la reprise de l'emploi. La proportion de salariés à temps partiel, en hausse de 1 point par an de 1992 à 1997, n'a que peu augmenté en 1998 et 1999 et a même régressé en 2000 : 16,8 % en 2000 et 16,6 % en 1997. Ce mouvement contracyclique de la proportion des salariés à temps partiel est classique dans une phase de reprise en raison des fortes créations d'emploi à temps complet. Il a ici été renforcé puisque la hausse absolue du nombre de salariés à temps partiel a été très faible de 100 000 par an jusqu'en 1997 dans le secteur privé, elle a été de 50 000 en 1999 comme en 2000. On peut voir là l'impact de mesures réduisant les avantages au temps partiel et surtout les premiers effets des 35 heures sur le temps partiel : des salariés qui jugeaient leur durée du travail trop faible ont pu passer à temps complet et des emplois qui auraient pu être créés à temps partiel l'ont été à temps complet. Au total, depuis 1997, le nombre de salariés à temps partiel qui souhaitaient travailler davantage a régressé nettement : 35,8 % en 2000 contre 39,5 % en 1997, qui est un point haut.

Par ailleurs, depuis 1997 la durée du travail moyenne de l'ensemble des salariés à temps partiel a augmenté (22,6 heures en 1997 ; 23,1 heures en 2000), malgré la réduction de la durée du travail de ceux faisant partie des premières entreprises passées à 35 heures. Cette hausse de la durée moyenne s'inscrit dans la tendance observée sur la longue période. Elle rend compte principalement du développement des emplois à temps partiel sur des postes de travail à durée longue, supérieure au mi-temps, principalement ceux correspondant aux quatre-cinquièmes. A l'inverse, la proportion d'actifs travaillant à temps partiel pour une durée inférieure au mi-temps n'a guère augmenté. Concernant les personnes travaillant à temps partiel et y restant, il apparaît un mouvement de convergence. Celles qui ont les durées les plus courtes (inférieures au mi-temps) sont nombreuses à voir leur durée de travail augmenter entre 1998 et 2000 sur le champ privé ; c'est le cas de 57 % d'entre elles¹, et dans des proportions importantes. A l'inverse, celles qui ont une durée supérieure au mi-temps sont un peu plus nombreuses à la voir baisser que celles pour lesquelles elle augmente. Sur le champ du privé, les passages à des durées plus élevées semblent donc être plus nombreux dans les périodes de haute conjoncture, notamment depuis 1997. Mais ce premier constat méritera des analyses plus approfondies.

¹ On peut noter que les mesures récentes sur le temps partiel (notamment les allègements de la loi de janvier 2000 sur les 35 heures) devraient favoriser ce mouvement de hausse des durées les plus courtes.

2. Baisse du chômage de longue durée

La baisse généralisée du chômage, attestée par les trois principaux indicateurs du marché du travail (demandes d'emploi en fin de mois de catégorie, DEFM 1+6, chômage au sens du BIT), s'est accompagnée d'une baisse du chômage de longue durée (DEFM1 ou DEFM1+6 de plus d'un an d'ancienneté). Toutefois, la situation s'est améliorée moins rapidement pour les chômeurs de longue durée que pour les autres. Envisagée sur une période de trois ans (mars 1997 à mars 2000), la décreue du chômage de longue durée (CLD) est un peu en retrait sur celle de l'ensemble des inscrits (tableau 1). Mais, ce retard se rattrape sur la période récente, probablement en partie grâce au programme « nouveau départ » mis en place par l'ANPE dans le cadre du Plan national d'action pour l'emploi et orienté en faveur des chômeurs de longue durée.

La définition des catégories de demandeurs d'emploi est la suivante

- **Catégorie 1** : personnes sans emploi *immédiatement disponibles*, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein.
- **Catégorie 2** : personnes sans emploi *immédiatement disponibles*, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel.
- **Catégorie 3** : personnes sans emploi *immédiatement disponibles*, à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.
- **Catégorie 6** : personnes sans emploi, ayant exercé au cours du mois un activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein.
- **Catégorie 7** : personnes sans emploi, ayant exercé au cours du mois un activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel.
- **Catégorie 8** : personnes sans emploi, ayant exercé au cours du mois un activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures, à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.
- **DEFM** : demandes d'emploi en fin de mois.

Tableau 1

		Mars 2000 (données brutes)	Evolution sur un an (%)	Evolution sur trois ans (%)
DEFM1	Ensemble des inscrits	2 450 950	- 15,2	- 21,4
	Chômeurs de longue durée	896 144	- 19,5	- 19,6
DEFM1+6	Ensemble des inscrits	2 952 613	- 12,9	- 15,3
	Chômeurs de longue durée	1 107 395	- 16,6	- 12,4
DEFM2+3+7+8	Ensemble des inscrits	784 935	+ 17,4	+ 70,6
	Chômeurs de longue durée	410 776	+ 20,5	+ 80,0
DEFM1+2+3+6+7+8	Ensemble des inscrits	3 737 548	- 7,9	- 5,3
	Chômeurs de longue durée	1 518 171	- 9,0	+ 1,8

Source : ANPE-DARES

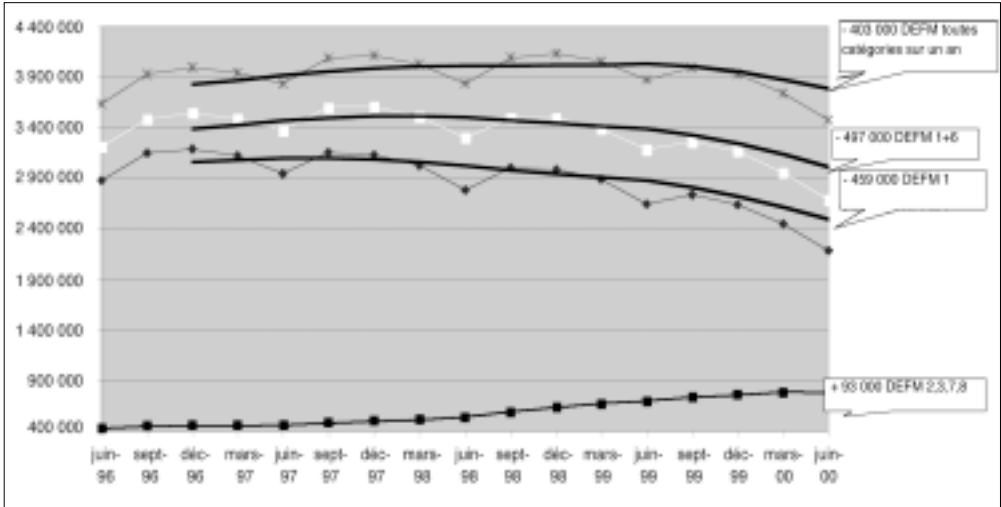
Ainsi, entre mars 1999 et mars 2000, les DEFM1 tout comme les DEFM1+6 ont baissé de 440 000 et le CLD de chacune de ces catégories de 220 000 (graphiques 2 et 3). Sur les 12 derniers mois, le recul du CLD a donc été, au sein de ces deux catégories, plus marqué que celui du chômage récent. En revanche, dans les autres catégories (2, 3, 7, 8), le CLD a augmenté plus fortement (+ 70 000, contre 120 000 pour l'ensemble des inscrits de ces catégories). Au total, la diminution du CLD n'est plus que de 150 000 en un an pour l'ensemble des catégories.

L'évolution favorable du CLD, mesurée habituellement sur les seuls demandeurs inscrits en catégorie 1 (ou éventuellement 1 et 6), tient donc pour partie aux modes de gestion de ces demandeurs d'emploi, qui conduisent parfois à leur reclassement en catégories 2 ou 3 (7, 8). Les chômeurs de longue durée sont en effet les plus concernés par ces transferts.

La part du CLD dans le chômage total reste encore supérieure à 40 % pour l'ensemble des catégories, et à 36 % pour la seule catégorie 1, mais ce taux est en constante diminution depuis plus d'un an (graphique 4).

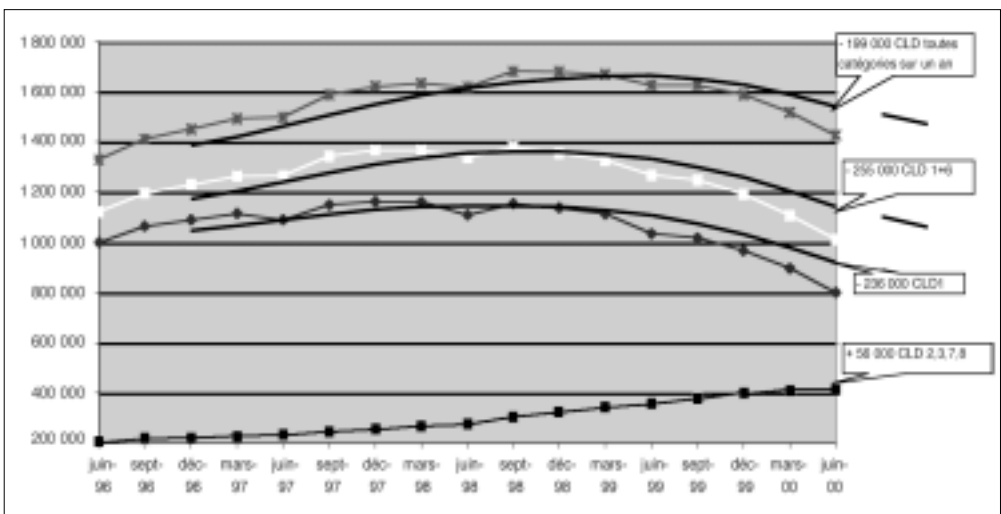
Graphique 2

Evolution des DEFM - Données brutes et lissées



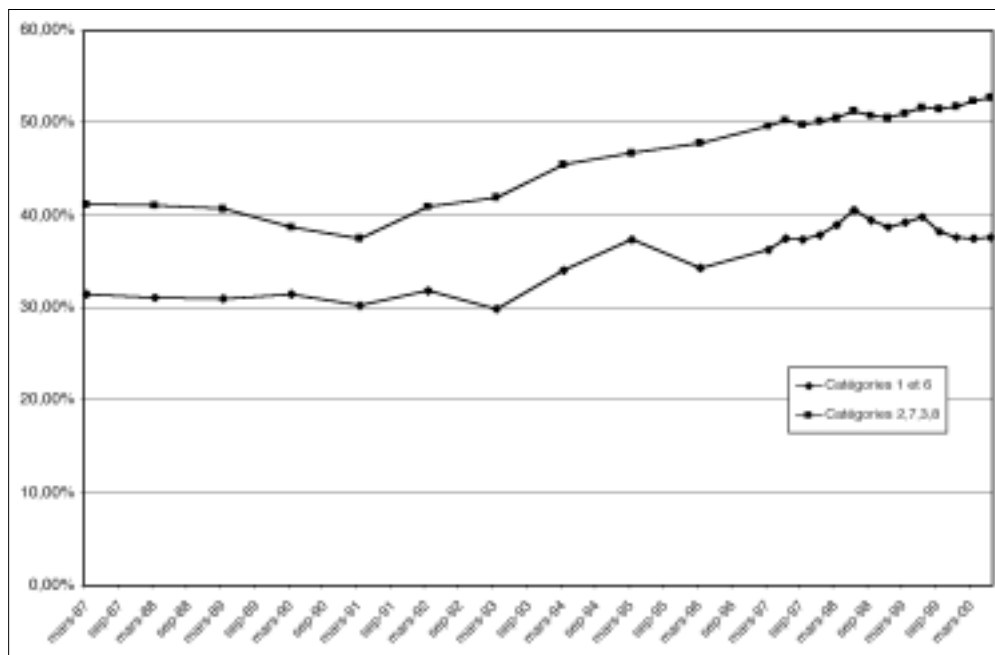
Graphique 3

Evolution des CLD - Données brutes et lissées



Graphique 4

Proportion des chômeurs longue durée



S'agissant d'apprécier l'évolution du chômage de longue durée au moyen de ce dernier indicateur, la prudence est de mise². Toutefois, le marché du travail se caractérise depuis le début de l'année 1996 par un régime d'alimentation du chômage assez stable, avec un flux d'entrée durablement orienté à la baisse. Si le flux d'entrée était constant, on observerait une décroissance de l'indicateur plus marquée. En conséquence, dans ce contexte particulier de recul régulier des entrées en chômage, la réduction encore modeste de la part du CLD dans le chômage total atténue la perception de la baisse relative du CLD.

Le reflux du CLD bénéficie inégalement aux différentes populations concernées (tableau 2). De ce fait, au sein du CLD de toutes catégories, le poids des plus de 50 ans et celui des femmes se renforcent depuis deux ans.

² L'évolution conjoncturelle de ce taux est assez complexe à analyser pour de multiples raisons (variations saisonnières, difficultés à apprécier des évolutions structurelles souvent de très faible amplitude...). La difficulté essentielle réside dans la complexité des mécanismes qui sont résumés dans une seule valeur. En particulier, une baisse de cette proportion ne doit pas faire conclure automatiquement à une amélioration du chômage de longue durée. A écoulement constant, cette baisse rendrait simplement compte d'un «creux» dans le flux d'entrée récent.

Il en est de même - et ceci est moins attendu - du poids des personnes dont le niveau de formation est supérieur ou égal au niveau V (CAP, BEP et au-delà). Celles-ci font sans doute preuve d'exigences plus affirmées quant à la qualité des emplois recherchés que les personnes non diplômées. Ce dernier résultat est confirmé par l'évolution de la structure du CLD par qualification. Pour les demandeurs inscrits en catégories 1 et 6, la sortie du chômage de longue durée se fait moins facilement pour les cadres, agents de maîtrise, techniciens et employés qualifiés, que pour les ouvriers, qualifiés ou non.

Tableau 2

Evolution annuelle du chômage de longue durée en catégories 1 et 6

(données brutes)

	Mars 97/96 (%)	Mars 98/97 (%)	Mars 99/98 (%)	Mars 00/99 (%)
Ensemble des CLD 1+6	+10,1	+8,2	-3,0	-16,6
dont âgés de 50 ans ou +	+10,5	+14,2	+3,9	-13,7
femmes	+8,1	+7,3	-1,8	-15,4
non diplômés	+2,3	+3,1	-8,5	-22,8
ouvriers non qualifiés	+4,1	+5,1	-4,2	-18,0
Ensemble des CLD 6	+35,9	+38,8	+3,3	-1,6
Ensemble des CLD 2+3+7+8	+10,4	+16,0	+28,8	+20,5

Source : ANPE-DARES

Les chômeurs de longue durée tendent à se concentrer dans d'autres catégories que la catégorie 1, soit parce qu'ils exercent plus fréquemment une activité occasionnelle ou réduite (catégorie 6, par exemple), soit parce qu'une recherche d'emploi plus tournée vers les CDD, l'intérim ou le temps partiel leur a valu un classement initial ou un transfert dans l'une des catégories 2, 3 (7, 8). Depuis la mi-97, la proportion de CLD au sein des catégories 2, 3, 7, 8 est en légère mais constante augmentation et dépasse 50 %. De fait, le chômage de longue durée est de plus en plus souvent associé à l'emploi précaire, qu'il soit exercé pendant la période de chômage ou recherché. Cette évolution concerne plus particulièrement les femmes.

Au sein du chômage de longue durée, les chômeurs les plus anciens sont jugés de fait comme les moins à même de satisfaire les critères de recrutement et leur sortie des listes de l'ANPE se fait moins rapidement que celle des chômeurs plus récemment inscrits. Toutefois, la réduction du chômage de longue durée concerne aussi bien les chômeurs de un à deux ans d'ancienneté que les chômeurs de très longue durée - inscrits depuis plus de deux ans-.

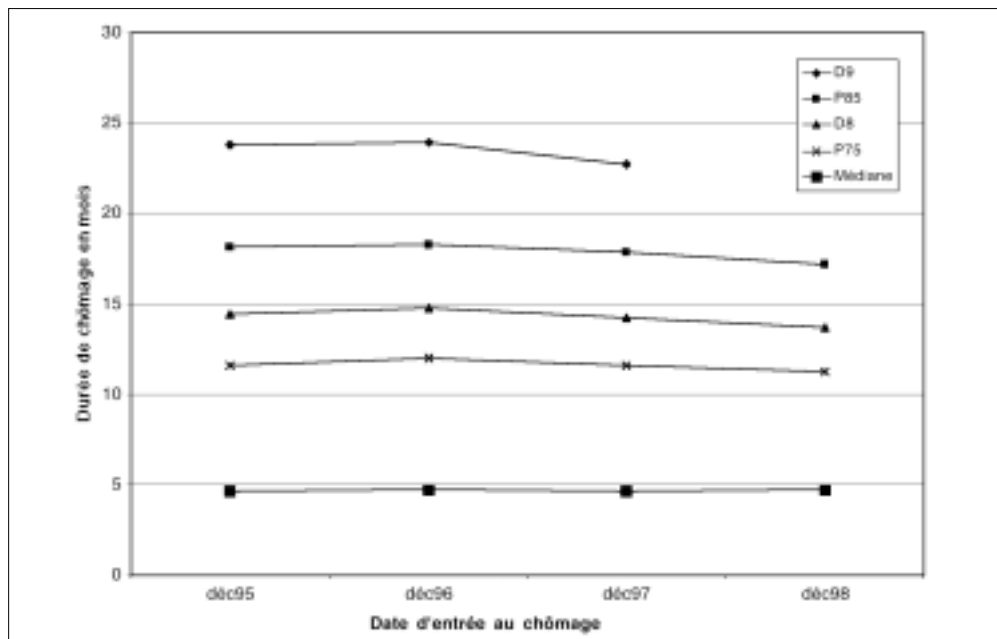
Ces résultats sont éclairés par une analyse de cohortes successives de nouveaux inscrits à l'ANPE. On observe ainsi les durées passées au chômage pour 5 cohortes de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE au cours du mois de décembre, de 1994 à 1998. Une 6^{ème} cohorte entrée en décembre 1999 ne peut être étudiée que partiellement. On s'intéresse aux demandeurs d'emploi de toutes catégories (1, 2, 3, 6, 7, 8).

3. La reprise est sans effet sur le rythme de sortie des plus « employables »

20 % des demandeurs ont une durée de chômage inférieure à environ 40 jours (P20, 2^{ème} décile)³, 25 % à 51 jours et 50 % à 141 jours (soit un peu plus de 4 mois) (graphique 5). Ces valeurs sont particulièrement stables au cours du temps pour les 6 cohortes étudiées. On peut noter cependant, pour les entrants de décembre 1999, une inflexion de la médiane qui baisse à 130 jours. C'est peut-être le signe d'une accélération de la rotation des emplois.

Graphique 5

Fractiles de la distribution des durées de chômage



³ Rappel de définitions

Les demandeurs d'emploi étant classés selon la durée de chômage, on appelle fractile d'ordre nn (Pnn) la durée telle que nn % des demandeurs restent inscrits moins longtemps à l'ANPE.

La médiane de la distribution des durées est telle que la moitié des demandeurs restent inscrits moins longtemps.

Les chômeurs de longue durée améliorent leur performance et réduisent leur retard sur ceux qui se reclassent en moins de six mois. Pour les chômeurs les plus mal classés (sous le rapport du temps mis pour sortir du chômage), les durées d'inscription ont atteint leur maximum pour la cohorte inscrite en décembre 1996, puis diminué pour les cohortes suivantes.

Parmi les entrants de décembre 1995 et de décembre 1996, 80 % sortent en 14 mois et demi environ ; parmi les entrants de 1998, 80 % sortent en 13 mois et demi. En deux ans, de la cohorte 1996 à la cohorte 1998, les fractiles d'ordre élevé (P75, P80, P85 - 75^{ème} centile, 8^{ème} décile et 85^{ème} centile) de la distribution des durées de chômage ont diminué notablement : de près d'un mois pour P75 à près de deux mois pour P85. Le 9^{ème} décile (P90), qui se situe au voisinage de 24 mois pour les entrants de 1995 et 1996, a reculé d'un mois et demi pour les entrants de 1997.

La réduction des durées de chômage est d'autant plus importante que la durée est longue. En conséquence, la dispersion des durées de chômage diminue. Ce rattrapage, que la reprise a rendu possible, repose sans doute assez largement sur des mesures ciblées vers les chômeurs de longue durée, et tout particulièrement sur la mise en place par l'ANPE du « nouveau départ » pour les chômeurs ayant atteint un an d'ancienneté. Leur effet a été renforcé par l'aménagement réglementaire qui a permis aux bénéficiaires de l'allocation chômeurs âgés de devenir dispensés de recherche d'emploi dès 55 ans (15 à 20 000 demandeurs concernés à l'été 1999)⁴. Une gestion plus scrupuleuse des chômeurs de longue ou très longue durée a pu également contribuer à éliminer de la liste certains demandeurs ayant maintenu une inscription par précaution ou pour tout autre motif.

4. Le recul du chômage de longue durée s'accompagne d'un mécanisme de sélection des chômeurs

Parce que le marché du travail devient plus dynamique, parce que la nature des offres d'emploi se modifie, parce que les mécanismes de sélection deviennent plus complexes, l'ordre des chômeurs dans les files d'attente se modifie.

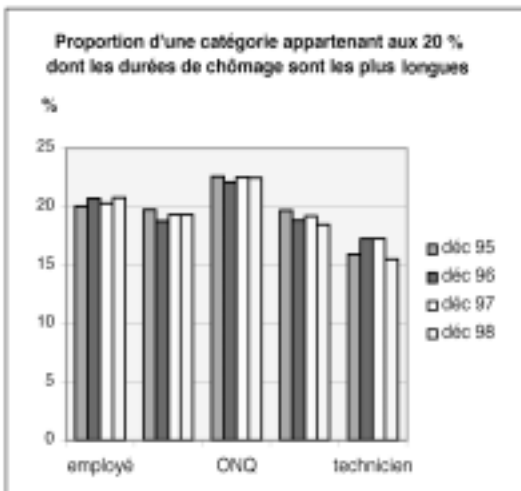
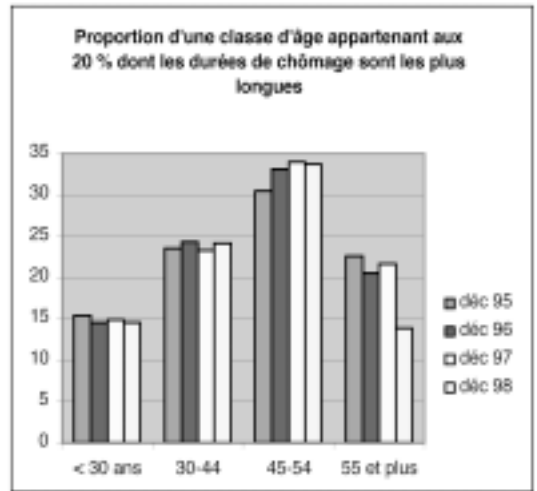
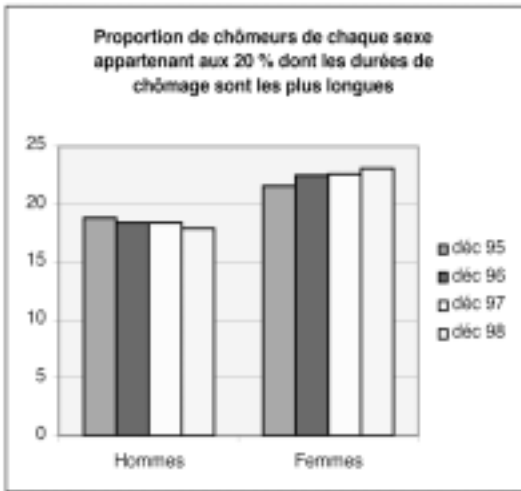
Le processus de réduction des écarts s'observe au sein de la population masculine comme de la population féminine. Mais il intervient plus tôt chez les hommes : la valeur des fractiles P85 et P90 est maximale pour la cohorte de décembre 1995 chez les hommes et pour la cohorte suivante chez les femmes. La composition du groupe des chômeurs les plus mal classés évolue donc progressivement. Ainsi, on observe une légère montée de la féminisation parmi les 20 % des chômeurs qui connaissent les plus longues durées de chômage (graphique 6).

⁴ Toutefois, la même étude réalisée sur les seuls demandeurs d'emploi âgés de moins de 55 ans, non concernés par le passage en dispense de recherche d'emploi, conduit aux mêmes conclusions.

La même analyse menée sur les différentes classes d'âge montre que la situation s'est plus améliorée pour les jeunes que pour les chômeurs de 45 à 54 ans, les demandeurs plus âgés ayant pu, comme nous l'avons dit précédemment, sortir des fichiers de l'ANPE par dispense de recherche d'emploi .

Enfin par groupe socioprofessionnel, l'avantage va plutôt aux ouvriers qualifiés au détriment des employés.

Graphique 6



5. La reprise de 1987-1990 peut-elle éclairer la période actuelle ?

L'évolution actuelle de la situation sur le marché du travail présente de fortes singularités par rapport à celle de la période 1987-1990, bien que celle-ci soit également marquée par une reprise économique. S'agissant du chômage de longue durée, on ne peut pas dire que celui-ci ait notablement reculé en 1987-90 (- 40 000 pour les DEFM de toutes catégories entre mars 1987 et mars 1990).

En poids relatif, le CLD se situait à la fin des années 80 à un niveau plus faible qu'aujourd'hui : environ 32 % du total des DEFM de toutes catégories, contre un peu plus de 40 % dix ans plus tard. Cette proportion est restée remarquablement constante au cours de la période, et même au-delà jusqu'en 1992-93. Toutefois, le chômage de très longue durée (surtout de plus de trois ans) s'est sensiblement accru.

Les probabilités de sortie au cours du trimestre n'ont pas évolué favorablement. Pour les chômeurs de moins d'un an d'ancienneté, elles n'ont que très faiblement augmenté en 88 et 89. Pour les autres, elles se sont plutôt dégradées. Toutefois, les chances de retour à l'emploi des chômeurs de moins d'un an d'ancienneté et des chômeurs de un à deux ans d'ancienneté étaient meilleures qu'aujourd'hui.

En raison de la faible dynamique de résorption du chômage, les leçons de 1987-90 sont difficilement transposables à la période actuelle. En outre les effets plus favorables de la reprise récente sur le chômage global et sur sa composante de longue durée, témoignent d'une politique de l'emploi beaucoup plus volontariste à l'égard des publics en difficulté qu'il y a dix ans. On peut se reporter à ce sujet au premier bilan de la loi de lutte contre les exclusions et des résultats obtenus en matière d'insertion professionnelle et d'aide au retour à l'emploi (programme « nouveau départ » piloté par l'ANPE, programme TRACE, emplois de solidarité, insertion par l'activité économique, dispositifs « d'intéressement » pour inciter les bénéficiaires de minima sociaux à reprendre une activité...).